

Webinaire du CEoG Covid-19 le 13 mai 2020

Le présent document est une traduction non officielle en français du document original rédigé en anglais. Il est destiné à transmettre aux membres francophones du réseau CEoG, la quintessence du document original.

Le webinaire a eu lieu selon les règles de "Chatham House". Les questions et réponses ont été regroupées et anonymisées.

I. Participants:

Dr Arkebe Oqubay
9 Conseiller/Economiste en chef actuels
2 Experts du réseau
7 Employés de la Banque mondiale

II. Notes de l'entretien :

Présentation de Dr Arkebe Oqubay sur les réponses de politiques publiques au COVID-19 et le secteur privé en Afrique : leçons de l'Éthiopie

- Il est plus facile de démarrer un verrouillage plutôt que d'y mettre fin. L'ouverture est difficile et personne ne sait comment la situation évoluera. 3 à 10% du PIB et tous les secteurs seront touchés.
- L'Éthiopie n'a déclaré aucune sorte de verrouillage mais suit de très près le COVID-19 depuis janvier et a agi aussitôt qu'un cas a été déclaré dans le pays.
- La déclaration de l'état d'urgence le 8 avril ; ceci n'a pas été une décision facile car restreignant la liberté des citoyens.
- La stratégie de l'Éthiopie : une préparation précoce et une réponse audacieuse et rapide ; la mobilisation publique grâce à de solides campagnes médiatiques et de sensibilisation ; et la recherche stricte des contacts et l'isolement : le premier cas de COVID-19 dans le pays a été en contact avec 83 personnes - elles ont toutes été identifiées et mises en quarantaine.
- La conversion des universités publiques et des hôtels en sites de quarantaine. La création de centres d'isolement et de traitement, y compris des dépistages de maison en maison.
- La stratégie de base de l'Éthiopie consiste également à éviter les sacrifices inutiles et à réduire l'impact économique du COVID-19 : il y aura des conséquences liées à la prises de décisions de façon prématurée.
- Le sacrifice partagé - tout le monde doit supporter une partie du coût économique engagé.
- Début mars, la confédération des travailleurs a signé un protocole selon lequel aucun travailleur ne serait licencié. Cette approche cible et soutient les secteurs vulnérables et les plus dynamiques, mais le soutien est lié au rendement.
- Les petites entreprises et le secteur informel ont été parmi les domaines ciblés. Le soutien principal comprend les lignes de crédit, les prêts et la microfinance supplémentaire. Les petites entreprises ont également été autorisées à conserver les fonds de retraite qu'elles collectent. Un autre soutien s'est traduit par l'exonération des entreprises de l'impôt sur le revenu si elles ne licencient pas de travailleurs, et l'exonération d'impôt accordée aux propriétaires permettant aux PME de rester dans l'immeuble sans payer le loyer.

- Chaque crise offre des opportunités : l'Éthiopie a pour objectif d'être un centre de fabrication d'équipements de protection individuelle (EPI).
- L'Éthiopie n'a pas de programmes de filets de sécurité bien développés comme l'Afrique du Sud, nous planifions donc en fonction des ressources disponibles. Vous ne pouvez pas baser votre plan d'urgence sur des ressources que vous n'avez pas : bien que les organisations internationales et les pays donateurs se soient engagés dans ce sens, nous ne savons pas quand ces ressources seront disponibles.

Ethiopian Airlines :

Sans littoral, l'industrie aéronautique est essentielle pour l'Éthiopie : 60 000 emplois, contribution majeure au PIB, soutien du secteur des exportations. La stratégie est que la compagnie aérienne survive, mais sans le secours du gouvernement. Ethiopian Airlines opère à 60-65% de sa capacité de flotte.

- En janvier, il y a eu un débat sur la question de savoir si la compagnie devait arrêter de voler vers la Chine - le conseil d'administration a décidé qu'elle n'arrêterait pas de voler pour que la compagnie aérienne puisse continuer à fournir ses services pendant l'urgence de santé publique. Cela a été utile car de nombreuses autres compagnies aériennes africaines ont cessé de voler à un stade précoce.
- Ethiopian Airlines a également profité de la crise pour diversifier ses activités : elle a converti des avions de passagers en fret en trois jours.
- L'Éthiopie a également réorienté ses services vers des vols internationaux de rapatriement de citoyens à travers le monde.
- On a estimé qu'il y aurait une perte de 1 milliard USD et que les revenus diminueront, mais la crise financière devait être évitée. Ethiopian Airlines obtient du crédit sans garantie gouvernementale, elle doit donc garder un bilan sain.

Conclusions :

1. Actif et proactif dans la coordination et les partenariats
2. Approche basée sur des réponses non conventionnelles. Personne ne peut prédire le résultat après deux ou trois ans. Transformez la crise en opportunités. Faites tout en fonction des rendements.
3. Personne ne connaît l'avenir, mais préparez-vous à une surtension. Les organismes scientifiques prédisent que le pic de la courbe se produira à l'avenir.
4. Les pays qui ont une économie robuste existante ont été capable de mieux faire face. Nous avons souffert de la faible diversification, par exemple la crise du pétrole est venue aggraver le COVID-19.

La période post-crise pourrait être plus difficile que la crise elle-même.

Questions :

- Ethiopian Airlines est déjà bien implantée sur les marchés du monde entier. Quels conseils donneriez-vous aux compagnies aériennes plus jeunes ?
- Comment vous positionnez-vous compte tenu de l'étroitesse du marché ? Est-ce par le biais de l'exportation ? Comment conseillerez-vous les pays en termes de stratégie industrielle et de diversification économique ?

Réponses de Dr Arkebe :

- Il y a quelques années, 60% du marché de l'aviation en Afrique était contrôlé par des transporteurs africains. Aujourd'hui, il n'est plus que de 20% en raison des transporteurs du Golfe, des compagnies aériennes turques et d'autres opérant sur le continent. Si South African Airways et Kenya Airways disparaissent, Ethiopian Airlines sera seule. Notre stratégie clé est de soutenir les transporteurs africains et de rassembler les capacités.

Sur la politique industrielle : il n'y a pas de mystère - c'est la transformation de la production et le commerce. Concentrez-vous sur la transformation des produits que vous avez et ne vous concentrez pas uniquement sur le marché national mais sur le marché mondial.

Commentaires d'experts :

- L'Éthiopie s'approprie ses plans. La politique industrielle en temps de crise concerne l'apprentissage rapide et la définition d'objectifs à long terme, la capacité de s'adapter et de tirer parti de l'avantage concurrentiel.
- Il s'agit encore de moments où vous voulez être économe - vous auriez pu injecter beaucoup d'argent à Ethiopian Airlines mais vous avez plutôt économisé les ressources pour l'avenir. Cela a incité la compagnie aérienne à rechercher d'autres opportunités concurrentielles pour rester en vie.
- Nous savons qu'il s'agit d'un choc réversible et qu'il est important de protéger à la fois la capacité, la main-d'œuvre et les compétences de la main-d'œuvre.
- L'adaptation qui a été mise en place en Éthiopie pour pouvoir changer de produit, maintenir l'industrie critique ouverte et produire ce qui est nécessaire pendant la crise – ceci est très important.

Questions :

- Aviez-vous un plan pour le pire scénario et quelle est votre stratégie alternative ?
- Votre intervention se concentre sur le secteur formel, quelles mesures avez-vous prises pour soutenir le secteur informel ?
- Comment voyez-vous cette crise renforcer l'intégration africaine ?

Réponses du Dr Arkebe :

- Le pire des scénarios a été étudié par le ministère de la santé et nous avons un comité pour le pire des cas. Mais le COVID-19 est un nouveau type de virus, les courbes sont différentes d'un pays à l'autre. Il devra être basé sur des preuves.
- Sur le secteur informel : le soutien le plus critique dont les entreprises informelles ont besoin est l'accès au crédit. Cela est acheminé spécifiquement par le biais des institutions de microfinance et de la Banque centrale. Dans la mesure où la capacité de trésorerie du gouvernement est limitée, le gouvernement encourage les propriétaires à louer librement, puis le gouvernement renoncera aux impôts fonciers.
- Sur l'intégration africaine : elle nécessite des études complémentaires. Le commerce et le marché inter-régional seront affectés négativement en raison de l'affaiblissement de l'industrie du transport aérien et des restrictions des voyages et du transport aérien. Des inquiétudes ont été exprimées au sujet des pays qui souhaiteraient reporter la mise en œuvre de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf). Mais d'importantes initiatives sont également prises au niveau de l'Union Africaine (UA) : CDC Africa en est un bon exemple.

Leçons tirées d'Ebola (partagées par un membre du réseau)

Les faux pas pendant la crise d'Ebola ont inclus des législateurs niant l'existence d'Ebola, ce qui a coûté beaucoup de temps et d'argent au pays. Depuis lors, le Libéria a pris connaissance de la lutte contre les maladies infectieuses, a mis en place un institut national de santé publique et a pu mettre en place un certain nombre de mesures de contrôle pour réduire la transmission. Le Libéria a été l'un des premiers pays à avoir commencé à faire des évaluations rigides à l'aéroport en tant que point d'entrée, et a isolé des personnes qui venaient de pays à haut risque.

En résumé :

1. Préparation
2. Rapidité de réponse
3. Recherche et isolement des contacts à l'aide du système de gestion des incidents de la crise Ebola. La réponse communautaire et les agents communautaires ont joué un rôle crucial.

Questions :

- Quels étaient les critères de sélection pour les entreprises du secteur privé ?
- Quelles mesures l'Éthiopie a-t-elle prises dans le secteur de l'éducation ?
- Les mêmes politiques sont-elles en place pour le transfert aérien et le transfert au sol ?
- Comment la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales a-t-elle affecté des zones économiques spéciales en Éthiopie ?

Réponses du Dr Arkebe :

• Sur les critères des entreprises du secteur privé :

- 1) L'entreprise ne doit pas licencier de travailleurs.
- 2) L'entreprise doit continuer à produire et si elle ne peut pas produire, elle doit former les travailleurs.

- Lorsque les travailleurs sont licenciés, la capacité des entreprises diminue considérablement ainsi que la productivité. Nous utilisons la crise comme une opportunité pour développer une main d'œuvre industrielle.
- Dans les usines, des mesures strictes de protection et de prévention sont en place. Les usines doivent être désinfectées quotidiennement et chaque usine doit vérifier la température des travailleurs lorsqu'ils entrent et sortent.
- Sur les chaînes de valeur mondiales : depuis janvier, l'approvisionnement en matériaux a été affecté par la perturbation de la chaîne d'approvisionnement des matériaux en Chine et les fermetures dans les économies avancées. L'impact a été significatif. La solution a été de sauver les marchés locaux et de les mettre au défi de commencer à produire des EPI et de s'assurer qu'ils peuvent continuer à fonctionner.
- Concernant l'éducation : les écoles ont été fermées en mars, en commençant par les écoles élémentaires et suivies par les universités. Nous avons constaté que le système éducatif est mal équipé. Les universités ne sont pas prêtes pour l'enseignement en ligne. L'infrastructure des télécommunications n'est pas suffisante.
- Sur le secteur ferroviaire : il n'y a eu que quelques jours de perturbation. Djibouti, le pays voisin, possède un port important mais aussi l'une des plus fortes densités d'infections. Nous nous préparons au pire : si Djibouti institue un verrouillage de son port, nos importations

peuvent arriver au port de Dubaï et peuvent ensuite être expédiées en Ethiopie avec Ethiopian Airlines au tarif de 1 \$ le kg jusqu'à fin décembre 2020.

Opportunités : le lavage des mains en Afrique est essentiel - s'il est soutenu, cela peut aider. Notre collègue a mentionné les instituts de santé publique - nous avons construit l'institut éthiopien de santé publique il y a quelques années. Du côté numérique, les services gouvernementaux devraient être automatisés et nous devrions investir dans la santé numérique et l'éducation numérique.

- Malgré les limites, les contraintes et les pressions immédiates de la crise, le problème le plus fondamental pourrait être la reprise après la crise. Je crains que l'un des risques soit que les gouvernements finissent par subventionner les forts et passer à côté des vulnérables.

Derniers commentaires des experts :

- Indépendamment de l'endroit où nous commençons, le prochain problème majeur est la capacité d'imposer un bon comportement personnel comme moyen de contenir le taux d'infection. S'il y a un domaine dans lequel le soutien international peut être fourni, c'est le test et le suivi des contacts.
- Nous devons commencer à planifier l'après COVID-19 : j'espère que ce réseau a un moyen d'interagir à nouveau alors que les pays passent désormais des fermetures ou du modèle éthiopien à des économies revivifiées. Plutôt que de simplement tirer des leçons de ce que nous aurions pu faire, nous devrions anticiper la situation.